



Stein Monast S.E.N.C.R.L. AVOCATS

Édifice Stein Monast
70, rue Dalhousie
Bureau 300
Québec (Québec) G1K 4B2
CANADA

Téléphone : 418.529.6531
Télécopieur : 418.523.5391

www.steinmonast.ca

Me Sophie Dubé

Ligne directe : [REDACTED]

Québec, le 15 mai 2015

Par courriel: [REDACTED]

Me Sonia Lebel

CEIC

500 boulevard René-Lévesque Ouest, 9e
étage Montréal (Québec) H2Z 1W7

OBJET : Robert Cassius de Linval

Représentations écrites suite au préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction

Chère consœur,

Vous trouverez ci-joint les représentations écrites suivant le préavis transmis à notre client, Monsieur Robert Cassius de Linval. Nous comprenons que celles-ci seront déposées lors de la reprise des audiences, le 25 mai prochain.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, chère consœur, l'expression de nos salutations les meilleures.

STEIN MONAST s.e.n.c.r.l.

[REDACTED]
SOPHIE DUBE, avocate

SD/cm

c.c.: Me Simon Tremblay

**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA
GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

**REPRÉSENTATIONS ÉCRITES DE M. ROBERT CASSIUS DE LINVAL
suite au préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics
dans l'industrie de la construction.**



Stein Monast S.E.N.C.R.L. AVOCATS

Introduction :

1. Le 5 mars dernier, M. Cassius de Linval recevait un préavis en vertu de l'article 82 des *Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*. Il appert de ce préavis que les commissaires envisagent de conclure que M. Cassius de Linval « [a] posé des gestes faisant en sorte que Petra soit recommandée par le comité de sélection et obtienne le contrat de vente du terrain Marc-Aurèle Fortin ».
2. L'étude des événements entourant la vente du terrain Marc-Aurèle Fortin ne peut que faire partie du premier volet du mandat confié à la Commission, soit :

d'examiner l'existence de stratagèmes et, le cas échéant, de dresser un portrait de ceux-ci qui impliqueraient de possibles activités de collusion et de corruption dans l'octroi et la gestion de contrats publics dans l'industrie de la construction incluant, notamment, les organismes et les entreprises du gouvernement et les municipalités, incluant des liens possibles avec le financement des partis politiques¹;
3. Or, ce qui suit mettra en évidence que l'ensemble de la preuve présentée devant la Commission ne permet en aucun temps de conclure que M. Cassius de Linval aurait participé à un tel stratagème.
4. La preuve a plutôt clairement démontré que M. Cassius de Linval a rempli ses fonctions de façon professionnelle, en respectant ses compétences et ses connaissances, et sans être guidé par des objectifs autres que celui de prendre les décisions justes dans les circonstances.
5. Par conséquent, il serait inapproprié qu'un rapport défavorable ou qu'une conclusion de mauvaise conduite soit énoncée à l'encontre de celui-ci. Il serait également inapproprié que d'une quelconque autre façon, la réputation de M. Cassius de Linval ne soit ternie par le contenu du rapport à venir et en ce sens, le nom de ce dernier ne devrait pas y apparaître.

Argumentation :

A. Les opinions juridiques demandées par M. Cassius de Linval:

6. La preuve présentée devant la Commission est à l'effet que l'implication de M. Cassius de Linval dans le processus ayant mené à la vente du terrain Marc-Aurèle Fortin débute alors que le maire Gérald Tremblay demande un

¹ Décret 1119-2011 concernant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, (2011) 47 G.O. II, 5261.

avis juridique portant sur la conformité de l'une des trois propositions reçues, soit celle de Location les Développements Iberville Ltée (ci-après *Iberville*).²

7. Certains témoignages rendus devant le Commission laissent entendre qu'au moment où cette opinion est émise, Iberville a été *déclarée gagnante* par le comité de sélection. Une première précision s'impose : le comité de sélection ne peut que formuler une *recommandation* à l'effet de retenir une proposition, en l'espèce celle d'Iberville. Il ne lui appartient pas de désigner un gagnant. Ainsi, lorsque l'opinion juridique est émise, aucun des trois soumissionnaires n'a été déclaré gagnant.³
8. L'opinion demandée visait à déterminer si la proposition d'Iberville était conforme aux conditions de l'appel public de propositions. Notamment, la proposition d'Iberville comportait un volet d'habitations à haute densité, soit deux bâtiments de 96 logements chacun et un troisième bâtiment de 72 logements⁴; il s'agit d'une typologie que l'appel public de proposition ne préconisait pas. Sur cette question, l'extrait suivant de l'appel public de proposition est important :

« Le développement résidentiel préconisé sera de moyenne densité et les bâtiments comprendront de un à trois logements. Toutefois, seront favorisés en totalité ou en majeure partie du site, les bâtiments de type unifamilial, isolé, jumelé ou contigu. »⁵ [soulignement ajouté]

9. La *Grille d'analyse des propositions* complétée par le premier comité de sélection démontre que la proposition d'Iberville se distingue nettement de celles des autres proposants sur la question de la densité: elle prévoit la construction de bâtiments multi-résidentiels de haute densité, alors que les deux autres propositions n'en prévoient aucun. Toujours selon le même document, plus de la moitié des unités d'habitations proposées par Iberville sont de typologie haute densité : sur 496 logements proposés au total, 264 logements se retrouvaient dans des bâtiments de typologie haute densité⁶. M. Joseph Farinacci reconnaît d'emblée cette distinction :

² Notes sténographiques, volume 88, audition du 29 avril 2013, témoignage de Gérald Tremblay, page 130 ligne 21 à page 132 ligne 9.

³ Notes sténographiques, volume 56, audition du 4 février 2013, témoignage de Joseph Farinacci, page 28 lignes 8 à 12, page 31 ligne 15 à page 32 ligne 10 et page 37 lignes 11 à 18.

⁴ En liasse, Opinion juridique rédigée par Me André Comeau et datées du 7 septembre 2006, Opinion juridique rédigée par Me André Comeau et datée du 18 octobre 2006, Ville de Montréal, Résolution du comité exécutif CE13 1086, voir la page 5 de l'opinion datée du 7 septembre 2006.

⁵ En liasse, documents tirés du dossier décisionnel 1040553028 de la Ville de Montréal : Recommandation, Sommaire décisionnel, Intervention et Pièce jointe (Cahier d'appel de propositions) et Résolution du comité exécutif CE05 1670, le tout ayant pour objet « Autoriser le lancement d'un appel public de propositions pour la vente d'un terrain situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis, de part et d'autre du boulevard Marc-Aurèle-Fortin, entre le prolongement des avenues Gilbert-Barbier et Fernand-Gauthier et approuver le cahier d'appel public de propositions et la mise à prix établie à 1 000 000\$ ». voir la pièce jointe (Cahier d'appel de propositions), CHAPITRE 3 « NATURE DE LA PROPOSITION », page 19.

⁶ Pièce 35P-412, Grille analyse 1er comité de sélection, page 1, section (1) a).

« Oui, au printemps deux mille six (2006) le comité de sélection me fait la recommandation, et ils ont conclu que la meilleure proposition était celle d'Iberville qui, elle proposait un prix de un point cinq millions (1,5 M\$) et un projet qui était vraiment différent des autres, c'est-à-dire qu'il y avait un volet plus haute densité dans son projet. Je crois que c'était au-dessus de quatre cents soixante (460) unités. Les autres projets étaient beaucoup plus bas. Le cahier d'appel favorisait quand même de la moins haute densité. On parlait d'unités qui pouvaient contenir de un à trois logements. [...]»⁷ [soulignement ajouté]

10. Tel que le souligne cet extrait de témoignage, non seulement la proposition d'Iberville est différente, mais elle ne respecte pas le contenu du cahier d'appel de propositions. M. Farinacci l'énonce expressément un peu plus tard :

« [...] donc le projet d'Iberville a reçu plus de pointage parce que, bon, il offrait un prix plus élevé et, deuxièmement, les retombées fiscales, c'est plus intéressant pour la Ville, parce qu'il y avait plus d'unités. Par contre, il ne respectait pas tout à fait la consigne de l'appel d'offres qui disait qu'on allait favoriser moins de densité, de un à trois logements. [...] »⁸ [soulignement ajouté]

11. Il est ainsi incontestable que le projet présenté par Iberville comportait des unités multifamiliales haute densité et que le cahier d'appel de propositions préconisait une autre typologie, soit de la moyenne densité avec des bâtiments de un à trois logements. La question fondamentale à trancher portait donc sur la gravité de cette dérogation et, par le fait même, sur son incidence sur la conformité de la proposition d'Iberville. Cette question est une question de droit. Il revenait à des juristes de la trancher. Il ressort de la preuve présentée devant la Commission qu'avant la demande du maire Tremblay de faire clarifier cette question importante, personne n'avait consulté un juriste à ce sujet.
12. C'est dans le contexte où le maire Tremblay a soulevé la question de la possible non-conformité de la proposition d'Iberville que M. Cassius de Linval, en tant que directeur principal du service des affaires corporatives, et par le fait même, responsable des affaires juridiques, a mandaté un avocat pour qu'il produise cette opinion⁹. Dans les faits, le mandat a été confié à Me André Comeau de la firme Hébert Comeau. L'expertise de Me Comeau en matière de droit municipal est reconnue. L'avis juridique du 7 septembre 2006 a été déposé devant la Commission, de même qu'un second avis émis

⁷ Témoignage de Joseph Farinacci, précité note 3, page 31 ligne 19 à page 32 ligne 6.

⁸ /d., page 32 ligne 23 à page 33 ligne 5.

⁹ Témoignage de Gérald Tremblay, précité note 2, page 130 ligne 21 à page 132 ligne 9 et page 153 lignes 3 à 18.

quelques semaines plus tard, soit le 18 octobre 2006, et portant sur le même appel public de propositions.

13. À sa face même, l'opinion datée du 7 septembre 2006 est bien motivée. Les principes qui y sont énoncés font référence à la jurisprudence et à la doctrine applicables. Certains extraits de l'appel public de propositions y sont mentionnés en annexe. L'exactitude de ces extraits est confirmée par le cahier d'appel de propositions qui fut produit devant le Commission¹⁰. Par ailleurs, ce cahier informait le proposant de la réglementation en vigueur pour le secteur visé et il l'invitait à en prendre connaissance¹¹. L'auteur de l'opinion juridique a effectivement pris soin de vérifier la teneur de la réglementation applicable. Une télécopie transmise à Me Comeau par la Ville de Montréal en date du 25 août 2006, et dont copie a été déposée devant la Commission, contient ces informations importantes auxquelles il réfère dans son opinion¹².
14. L'opinion du 7 septembre 2006 concluait qu'il y avait lieu de juger non-conforme la proposition présentée par Iberville parce qu'elle ne respectait pas la typologie de bâtiment permise. La considérer aurait pour effet de ne pas respecter le principe de l'égalité entre les soumissionnaires¹³.
15. La seconde opinion, datée du 18 octobre 2006, a quant à elle été demandée puisque les fonctionnaires impliqués, dont M. Joseph Farinacci, se questionnaient sur la procédure à adopter pour la suite de l'appel public de propositions étant donné la non-conformité de la proposition d'Iberville¹⁴. Selon l'opinion juridique, deux situations étaient envisageables : rejeter toutes les propositions ou former un nouveau comité de sélection pour analyser les propositions déjà reçues. Me Comeau conclut que cette dernière façon de faire « assurera le respect des règles d'équité procédurale ¹⁵ ».
16. Aucune preuve présentée devant la Commission ne permet de remettre en doute la validité et le bien-fondé des opinions émises par Me Comeau. En fait, personne n'a même tenté de le faire.
17. Par ailleurs, la preuve présentée devant la Commission ne révèle aucunement que M. Cassius de Linval ait été, à l'étape du premier comité de

¹⁰ En liasse, documents tirés du dossier décisionnel 1040553028 de la Ville de Montréal, précité note 5, voir la pièce jointe (Cahier d'appel de propositions).

¹¹ *Id.*, voir les sections 3.1 et 4.3 de la pièce jointe (Cahier d'appel de propositions).

¹² En liasse, télécopie transmise à Me Comeau par Mme Lise L. Chardonnet de la Ville de Montréal, incluant : Une carte de zonage, un Répertoire informatisé des rues et emplacements – Impression des normes réglementaires, un extrait du Règlement d'urbanisme d'une partie de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et des extraits du plan d'urbanisme.

¹³ En liasse, Opinions juridiques et autres, précité note 4, voir la page 7 de l'opinion datée du 7 septembre 2006.

¹⁴ Témoignage de Joseph Farinacci, précité note 3, page 47 ligne 21 à 48 ligne 18.

¹⁵ En liasse, Opinions juridiques et autres, précité note 4, voir la page 1 de l'opinion datée du 18 octobre 2006.

sélection et de la préparation des avis juridiques, autrement impliqué dans les discussions entourant cet appel public de propositions.

18. En effet, même en tenant pour avéré le fait que M. Frank Zampino ait prétendu que « c'était le tour de Petra », tel que le soutient M. Farinacci¹⁶, rien dans la preuve présentée ne permet de conclure que M. Cassius de Linval ait été informé de la situation. D'une part, la preuve ne laisse aucunement supposer que M. Zampino a eu des contacts avec M. Cassius de Linval dans ce dossier. D'autre part, M. Gérald Tremblay qui a lui-même demandé un avis juridique, soutient qu'il n'a jamais entendu pareille déclaration¹⁷.
19. Par ailleurs, bien que le témoignage de M. Gérald Tremblay ait révélé qu'il a appris qu'un lien d'emploi existait entre l'une des filles de M. Pierre Santamaria, directeur de l'arrondissement Pointe-aux-Trembles – Rivière-des-Prairies, et la firme d'avocats Hébert Comeau, cette connaissance (par ouï-dire) ne fut acquise que postérieurement aux événements¹⁸. Ce faisant, la preuve est totalement inexistante sur une connaissance qu'aurait pu avoir M. Cassius de Linval de ce fait. Par ailleurs, à lui seul, cet élément ne permet aucunement de mettre en doute l'intégrité de Me Comeau et le bien-fondé de son opinion.
20. Quant au fait qu'il était, selon la preuve, peu fréquent de confier un tel mandat à une firme externe, aucune inférence négative ne peut en découler. La compétence particulière de l'avocat mandaté dans le domaine du droit municipal justifie amplement ce choix.
21. En définitive, la preuve administrée devant la Commission concernant cette étape du processus ne permet aucunement de conclure que les choix de M. Cassius de Linval ont été guidés ou motivés par autre chose que le souci d'obtenir l'état du droit sur une question importante.
22. Le fait que M. Cassius de Linval ait confié un mandat à un avocat compétent et reconnu en matière municipale, et ce dans le but que les décisions prises dans le cadre d'un processus d'appel public de propositions soient conformes à l'état du droit et minimisent ainsi le risque de poursuite contre la Ville, démontre qu'il a rempli ses fonctions de façon professionnelle.

B Le deuxième comité de sélection :

¹⁶ Témoignage de Joseph Farinacci, précité note 3, page 41 ligne 19 à page 42 ligne 17.

À noter que M. Zampino nie cette allégation, voir : Notes sténographiques, volume 83, audition du 18 avril 2013, témoignage de Frank Zampino, page 84 lignes 16 à 20.

¹⁷ Témoignage de Gérald Tremblay, précité note 2, page 141 lignes 15 à 22 et page 151 lignes 20 à 23.

¹⁸ *Id.*, page 149 ligne 10 à page 152 ligne 4.

23. Le comité stratégique, et non pas M. Robert Cassius de Linval, prendra éventuellement la décision de former un second comité de sélection afin qu'il se prononce sur les deux propositions conformes, soit celle de Petra et celle d'Allogio¹⁹. Aucune explication sur ce choix ne fut donnée dans le cadre de la preuve mais le commentaire contenu dans la seconde opinion juridique, soulignant que cette approche assurerait le respect des règles d'équité procédurale²⁰, et le long délai de même que les difficultés antérieures rencontrées dans les diverses procédures visant la vente du site Marc-Aurèle Fortin, ont probablement été considérés.
24. En effet, en 2001, deux appels publics de propositions visant le développement et la vente du terrain Marc-Aurèle Fortin ont eu lieu et se sont révélés infructueux. Le premier, lancé en janvier 2001, impliquait une mise à prix du site à 5M\$. Aucun proposant ne s'est manifesté. En avril de la même année, un nouvel appel public de propositions est lancé et cette fois, la mise à prix est de 3,75M\$. Un seul proposant a alors répondu à l'appel mais ce dernier retirera éventuellement sa proposition.²¹ L'appel d'offre qui a fait l'objet des opinions juridiques discutées dans la section précédente a été lancé en août 2005. La mise à prix était fixée à 1M\$.²²
25. Le second comité fut composé de M. Joseph Farinacci, directeur des transactions immobilières au service de l'aménagement et du territoire, de M. Pierre Santamaria, directeur de l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, et de M. Robert Cassius de Linval, directeur principal du service des affaires corporatives. La compétence de ce comité a été mise en doute par M. Farinacci²³. Or, les connaissances et l'expérience de M. Cassius de Linval ont vraisemblablement échappé au témoin. En effet, M. Cassius de Linval, à titre de directeur principal du service des affaires corporatives, était responsable, non seulement du greffe, des affaires juridiques, des communications et du soutien au processus décisionnel, mais aussi de l'évaluation foncière²⁴. À ce titre, ce dernier possédait une expérience certaine en cette matière et était donc familier avec le domaine immobilier.

¹⁹ Extrait du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal au conseil municipal et au conseil d'agglomération, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, page 294.

²⁰ En liasse, Opinions juridiques et autres, précité note 4, voir la page 1 de l'opinion datée du 18 octobre 2006.

²¹ Extrait du rapport du vérificateur général de la ville de Montréal, précité note 19, pages 283 et 285.
À noter que les lancements des appels publics de propositions ont respectivement été autorisés le 20 décembre 2000 et le 11 avril 2001, selon : En liasse, documents tirés du dossier décisionnel 1040553028 de la Ville de Montréal, précité note 5, voir aux pages 1 et 2 du Sommaire décisionnel (section Décision(s) antérieure(s))

²² *Id.*, voir la Résolution du comité exécutif CE05 1670.

²³ Témoignage de Joseph Farinacci, précité note 3, page 59 lignes 11 à 21 et page 84 lignes 3 à 12.

²⁴ Extrait du Tome II : Plans budgétaires des arrondissements et des services municipaux – Budget 2004 de la Ville de Montréal, pages 19, 20 et organigramme.

26. Par ailleurs, ce témoin a également négligé de souligner l'apport au niveau technique de divers experts consultés par le comité. Cette réalité ressort pourtant expressément de documents assurément connus par M. Farinacci.
27. Il en est ainsi du Sommaire décisionnel endossé par M. Farinacci, lequel stipule que les membres du Comité de sélection « se sont adjoints divers spécialistes pour les appuyer dans leur [sic] travaux²⁵ ».
28. Une remarque semblable apparaît à la *Recommandation du deuxième comité de sélection* (pièce 35P-413), laquelle a été signée par M. Farinacci le 8 novembre 2006:

« Attendu que le jury de sélection a délibéré les 6 et 7 novembre 2006, accompagné d'experts chargés de répondre aux questions des membres sur différents aspects des propositions soumises pour analyse .» [soulignement ajouté]

29. Cette citation met en évidence un second sujet sur lequel la mémoire du témoin Farinacci est défaillante. En effet, le second comité de sélection n'a pas tenu une seule réunion, un matin²⁶, mais a plutôt délibéré sur deux jours.
30. Quant à la procédure utilisée par le deuxième comité de sélection pour évaluer les propositions, le témoin Farinacci a expliqué que les critères prévus au cahier d'appel public de propositions avaient été utilisés, sans toutefois que les résultats ne soient chiffrés²⁷. Sur ce point, le Rapport du vérificateur général portant sur la vente du terrain du site Marc-Aurèle Fortin souligne plutôt que « selon le gestionnaire responsable de la Section transactions et services immobiliers, cette évaluation aurait été produite, mais n'aurait pas été retrouvée²⁸ ».
31. En somme, le portrait dressé par M. Farinacci du comité de sélection lui-même et de la façon dont ce comité a analysé les propositions est inexact. La description du contrôle de M. Cassius de Linval sur le comité, tel que présentée par Joseph Farinacci, laisse également perplexe. En effet, comment expliquer que ce témoin, malgré son mécontentement sur l'ensemble du processus, ait accepté d'être membre du comité de sélection et y soit demeuré. Tel qu'affirmé par M. Jacques Victor, témoin ayant produit une expertise portant sur un processus d'appel d'offres en particulier, un

²⁵ En liasse, Documents tirés du dossier décisionnel #1060516003 de la Ville de Montréal : Recommandation, Sommaire décisionnel, Intervention et Résolution du comité exécutif CE06 2135, le tout ayant pour objet : « Approuver le choix du proposant retenu par le comité de sélection dans le cadre d'un appel public de propositions pour la vente d'un terrain résidentiel vacant situé au sud du boulevard Maurice-Duplessis et à l'est de l'avenue Fernand Gauthier, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, possédant une superficie approximative de 198741 m2 (2 139 228 pi2) », voir la page 1 du Sommaire décisionnel.

²⁶ Témoignage de Joseph Farinacci, précité note 3, page. 53 lignes 7 à 12.

²⁷ *I.d.*, page 53 lignes 16 à 25, page 54 lignes 1 à 12 et page 59 lignes 1 à 10.

²⁸ Extrait du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal, précité note 19, page 294.

membre d'un comité de sélection peut en tout temps se retirer si pour une raison quelconque il ne veut plus agir²⁹.

32. Nonobstant les multiples récriminations de M. Farinacci en regard du processus ayant mené à la vente du terrain Marc-Aurèle Fortin, une conclusion demeure: le deuxième comité de sélection a choisi la meilleure proposition entre les deux qui étaient soumises à sa considération. Petra était un meilleur choix qu'Allogio. M. Farinacci le reconnaît et il est d'accord avec cette conclusion.³⁰
33. Selon ce témoin, la situation financière d'Allogio était précaire à un point tel qu'il était impossible de lui confier ce projet. Cette information était connue de M. Farinacci puisqu'il affirme qu'Allogio avait transmis une lettre à son service faisant état de ses difficultés³¹. Par ailleurs, la grille d'évaluation complétée par le premier comité de sélection révélait également qu'Allogio n'avait produit aucune lettre de référence portant sur leur capacité financière³².
34. Le Rapport du vérificateur général portant sur l'exercice financier 2009 soulignera également que le premier comité de sélection avait noté qu'Allogio n'avait pu fournir la preuve, hors de tout doute, d'une capacité financière suffisante pour la réalisation du projet. À ce sujet, le vérificateur général suggérerait que la pondération accordée au critère *capacité financière* soit modifiée afin de permettre le rejet automatique d'une proposition n'obtenant pas une note de passage suffisante sur un élément aussi essentiel.³³
35. Encore à cette étape, la preuve administrée devant la Commission ne permet aucunement de conclure que M. Cassius de Linval a agi dans le but de donner un quelconque avantage à Petra pour lui permettre d'acquérir le terrain Marc-Aurèle Fortin.
36. Au contraire, l'ensemble de la preuve démontre plutôt que M. Cassius de Linval a siégé sur un comité de sélection disposant des connaissances et de l'expertise nécessaires pour mener à bien son mandat. La décision ultime de ce comité, soit de recommander au Comité exécutif de choisir la proposition de Petra, était la meilleure à laquelle ce comité pouvait en arriver.

²⁹ À ce sujet, voir : Notes sténographiques, volume 56, audition du 4 février 2013 (en non-publication), témoignage de Jacques Victor, page 43 ligne 8 à page 44 ligne 25.

³⁰ Témoignage de Joseph Farinacci, précité note 3, page 56 lignes 19 à 25 et page 64 lignes 7 à 21.

³¹ *Id.*, page 55 lignes 11 à 25, page 63 lignes 16 à 25 et page 78 ligne 12 à page 79 ligne 6.

³² Pièce 35P-412, Grille analyse 1^{er} comité de sélection, page 3, section (2)a).

³³ Extrait du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal, précité note 19, pages 293 et 296

Conclusions :

37. Cette Commission doit, tel qu'elle l'a fait tout au long des auditions, éviter d'éclabousser inutilement la réputation des individus. Pour cette raison, nous estimons que le nom de M. Robert Cassius de Linval ne doit pas apparaître au rapport final qui sera produit par la Commission.
38. Aucune preuve ne permet à la Commission de conclure que M. Cassius de Linval était parti à un stratagème impliquant de possibles activités de collusion et de corruption. Lui imputer une conclusion de mauvaise conduite sur la base de la preuve présentée serait injustifié.
39. Si par ailleurs, la Commission concluait qu'un stratagème, impliquant d'autres individus que M. Cassius de Linval, a eu pour but de vendre le terrain Marc-Aurèle Fortin à Petra, et que le rapport à produire devait inclure une trame factuelle décrivant des gestes posés par M. Cassius de Linval, il y aurait lieu de le faire sans mentionner celui-ci nommément. Le texte du rapport demeurerait logique et intelligible par la simple utilisation du titre que possédait M. Cassius de Linval au moment des événements, soit directeur principal du service des affaires corporatives. Cette façon de faire minimiserait l'incidence du rapport sur la réputation de M. Cassius de Linval tout en permettant à la Commission d'exposer adéquatement les faits.

SIGNÉ À QUÉBEC,
Le 15 mai 2015



SOPHIE DUBÉ, avocate
Stein Monast S.E.N.C.R.L. avocats
Procureure de M. Robert Cassius de Linval